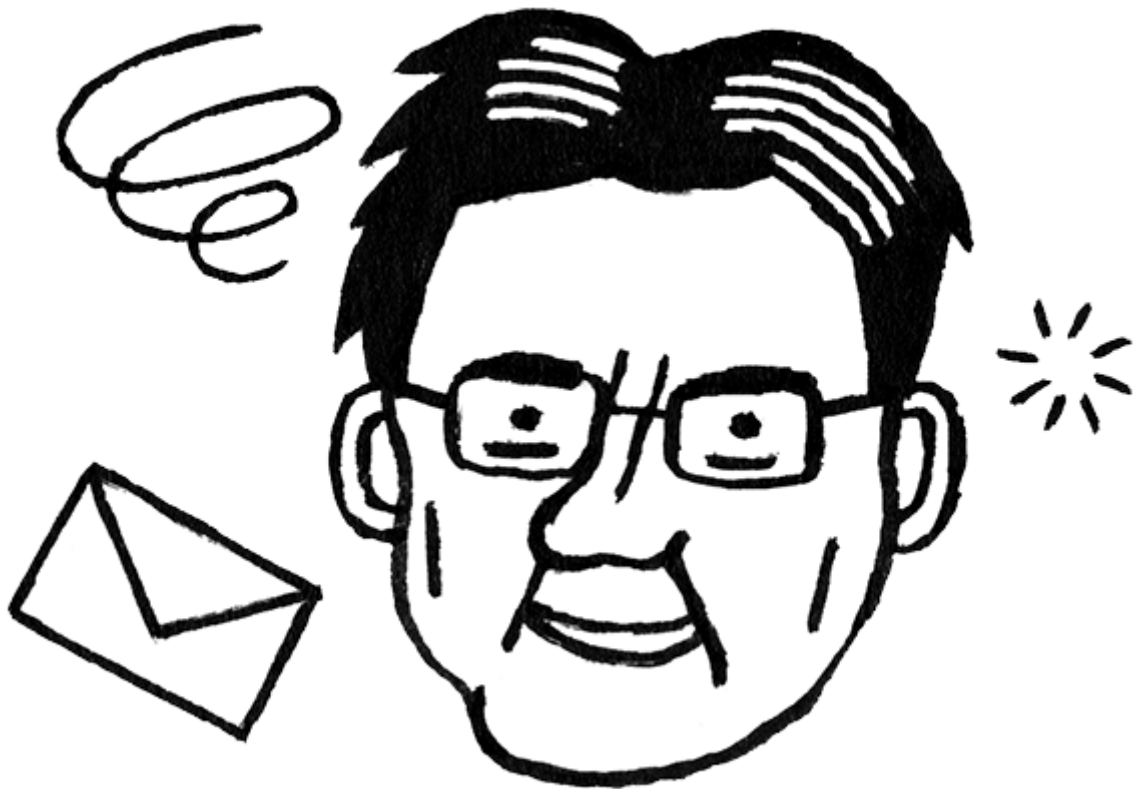


[Grand entretien](#)

« L'INSOUMISSION EST UN NOUVEL HUMANISME »



[Sommaire](#)

[Retour au numéro](#)

Jean-Luc Mélenchon, homme politique

On vous présente comme le premier opposant de France. Quel est le sens, pour vous, du mot opposition ?

L'opposition ? Ce n'est qu'une étape vers la conquête du pouvoir. Du reste, quel mérite à être le premier opposant, quand les autres ne s'opposent pas ? Le PS est broyé. Il ne se relèvera pas avant un très long moment, s'il se relève un jour. Sa base sociale a disparu. Pas parce qu'elle est partie, mais parce qu'elle n'existe plus. Cette

base, c'était la classe moyenne urbaine ascendante des années 1970. Monsieur faisait du jogging, madame de la bicyclette, et le gros chien blanc bondissait entre eux : c'est la pub pour le quartier des Pyramides à Évry, en 1980. Cette base sociale n'existe plus : la classe moyenne n'est plus ascendante, elle a peur du déclassement pour ses enfants, et elle a sombré dans le zapping consumériste. Donc le liant à partir duquel le PS assemblait les ouvriers et les ingénieurs s'est cassé.

Et il a choisi la fuite en avant dans l'illusion libérale des classes moyennes supérieures : c'est la cause profonde de son isolement quasi total. Mais ceux qui sont le plus en danger aujourd'hui, ce sont les partis de droite ! Ne sous-estimez pas Macron : quand il parle des « fainéants », il ne fait que reprendre le vocabulaire de la droite ras-du-bonnet ; c'est un signal de ralliement, il veut être le nouveau chef de la droite. Dans ce cas, le titre de premier opposant de France peut être suspect. Je ne veux pas d'une compétition dont je n'ai pas choisi les termes. Notre but, c'est de construire une majorité populaire autour de notre programme et de nous préparer à gouverner dans la révolution citoyenne. Il faut savoir choisir son terrain, s'y déployer et s'y tenir, sans se laisser entraîner dans des compétitions sans objet.

Justement, quel est pour vous le terrain de l'opposition : l'Assemblée, la rue ?

Les deux. Voyez comment nous avons agi contre les ordonnances. On nous prédisait cinq députés à l'Assemblée ; on est dix-sept. On forme un groupe avec des notes différentes, des nuances. Un groupe qui marche à la bonne franquette. Mais il dégage une énergie énorme et contagieuse !

Votre groupe comporte tout de même quelques fortes personnalités, de François Ruffin à Clémentine Autain. Comment cela se passe-t-il ?

Il faudrait leur demander leur ressenti ! Mais c'est simple entre nous. Il y a dix-sept têtes dures. On forme un groupe, pas une addition d'individus. Et j'ai un besoin total de les voir occuper le terrain. Plus il y a d'émetteurs du message, plus il se diffuse. Attention : ce sont de belles intelligences, et surtout des militants, avec souvent cinq ou dix ans d'expérience dans les bottes. Le petit Quatennens ne sort pas de l'œuf : certes, il n'a que 27 ans, mais il a une dizaine d'années d'expérience derrière lui.

Qu'en est-il de la rue ? Vos appels aux casserolades ou au million de manifestants sur les Champs-Élysées n'ont pas été franchement couronnés de succès...

Vous vous trompez ! Chaque jour, on avance. La conscience collective du grand nombre progresse. Nous apprenons à assumer notre rôle central. Par exemple, nous ne sommes pas tombés dans le piège de la compétition avec les syndicats. Mais qui d'autres que nous, en politique, est capable de telles mobilisations de masse ? Parfois, bien sûr, on prend des coups. On apprend. Le 23 septembre dernier, on a été naïfs. La marche a été un énorme succès, mais on n'a pas été bons sur le service après-vente. Castaner a monté une belle diversion avec l'histoire du peuple et des nazis. C'est dommage, car cela a limité notre impact médiatique. Notre tactique, c'est celle du bélier : frapper sans pause, en comptant que la muraille finira par tomber. On ne sait pas quand ! Il faut donc être endurant. Et avoir une stratégie de combat sur le long terme.

Quel va être le rôle des Insoumis dans les cinq années à venir ?

Le point de départ, c'est le livre *L'Ère du peuple* en 2014, la théorie de la révolution citoyenne. Et le programme *L'Avenir en commun*. La théorie, c'est : le peuple fait la révolution citoyenne. Toute la question est de savoir comment on définit le peuple et en quoi consiste son action.

Deux éléments ont jailli pour produire la théorie de la révolution citoyenne. Le premier, c'est l'épuisement de tous les modèles de la « vieille gauche » – en atteste l'effondrement de la social-démocratie européenne, qui a longtemps été ma famille politique, et du communisme d'État. Beaucoup vivent ça comme un incident de parcours. Pas moi. Un monde est mort ! Le second déclencheur, c'est la prise de conscience écologique.

L'entrée dans l'écologie politique m'a fait sortir du cadre théorique dans lequel j'étais en train de mourir sur pied. L'écologie politique ramène aux fondamentaux. Il y a des biens communs, un seul écosystème compatible avec la vie de notre espèce, et ils sont menacés. La thèse sociale-démocrate est donc morte à jamais, car elle suppose une correction progressive des inégalités par une répartition inégalitaire des produits de la croissance – le développement serait infini alors que la ressource est finie. Quant au communisme d'État, il fonctionne lui aussi sur une illusion productiviste, aggravée du fait qu'il est incapable de s'autocorriger parce qu'il n'y a pas de démocratie. Donc il fallait reformuler un corpus théorique cohérent : identifier l'acteur de l'histoire, ses méthodes d'action, le programme capable de le fédérer et la place particulière de la

démocratie et de la conflictualité pour renverser le vieux monde et faire vivre le nouveau.

La France insoumise est-elle un parti ou un mouvement ?

C'est un mouvement. Nous ne voulons pas être un parti. Le parti, c'est l'outil de classe. Le mouvement est la forme organisée du peuple. L'idée, c'est d'articuler le mouvement, sa forme et son expression : le réseau. Je sais que ce n'est pas évident à comprendre pour les seniors de la politique qui triment leurs vieux scénarios des années soixante, mais le but du mouvement de la France insoumise n'est pas d'être démocratique mais collectif. Il refuse d'être clivant, il veut être inclusif. Ça n'a rien à voir avec la logique d'un parti. De plus, il doit être un organe utile. Alors les copains distribuent de la nourriture, vont chercher des vêtements, aident les gens à demander les prestations sociales auxquelles ils ont droit. Et pour le reste, le mouvement ne fait que des campagnes. Donc quand on nous demande où est la direction, ça peut vous paraître étrange, mais il n'y en a pas.

Nos observateurs sont enfermés dans une vision binaire opposant verticalité et horizontalité. Or le mouvement n'est ni vertical ni horizontal, il est gazeux. C'est-à-dire que les points se connectent de façon transversale : on peut avoir un bout de sommet, un bout de base, un bout de base qui devient un sommet... Pour le comprendre, il faut construire un nouvel imaginaire politique.

Et le concept d'Insoumis, d'où vient-il ?

Lui aussi est très travaillé. Au point de départ, l'idée était de trouver un mot qui dise deux choses en même temps : une action collective et un comportement individuel. Le mot insoumis est ce qui correspond le mieux à l'individuation des rapports sociaux de notre temps. Au début, l'idée c'était « rebelle ». Mais rebelle ne dit rien de celui qui l'est. Insoumis, ça nous ramène à la racine individuelle du combat pour l'émancipation. Je dis : l'insoumission est un nouvel humanisme. J'ai rattaché notre mouvement à ses racines très profondes : l'époque où l'obscurantisme religieux commence à desserrer ses mâchoires de fer et où émerge la Renaissance, et avec elle un désir de liberté de pensée et de liberté politique. L'insoumis, c'est un concept en travail. Le crayon à la main, je complète en ce moment la thèse de l'insoumission humaniste.

Dans le mouvement de la France insoumise, quel rôle joue Jean-Luc Mélenchon ?

Je sers de clé de voûte. Je laisse donc beaucoup les choses se faire toutes seules. C'est très anxiogène de bosser avec moi. Il n'y a pas de consigne, on ne sait pas ce que je veux. Moi je sais. Parfois, mais pas toujours. J'ai une foi totale dans la capacité auto-organisatrice de notre peuple. Ce n'est plus le même peuple que dans ma jeunesse, les gens sont très éduqués, ils ont moins de lectures communes, mais ils ont une ample culture partagée de vidéos, de films, de musiques. Tout le monde sait qui est Naomi Klein, tout le monde a vu son film *La Stratégie du choc* ; tout le monde a vu aussi, par exemple, les films *Demain*, *La Sociale* ou *Divines*. Donc le mouvement se construit sur une culture commune, et avec une capacité d'auto-instruction des masses humaines considérable.

Votre électorat est aujourd'hui principalement constitué de gens aux revenus limités, mais souvent très diplômés. Qu'avez-vous prévu pour parler au peuple sans diplôme ?

Moi. Vous pouvez vous identifier à moi. J'assume le refus de ce monde. Ne pas être diplômé ne veut pas dire ne pas avoir d'idées ou de savoirs. Mon comportement valide leur insoumission spontanée. Les personnes que je croise dans la rue, dans le bus, dans le métro, sentent d'instinct celui qui est « avec nous ». C'est important, dans une société, de gagner les gens à la fois par ce qu'ils ont dans la tête et par les affects. Le mécanisme libéral qui broie les classes sociales continue à alimenter nos rangs, pas ceux des autres. Si on avait une société qui permettait aux classes populaires de s'élever, de croire en l'avenir de leurs enfants, alors le point d'équilibre serait sans doute plus modéré. Ce n'est pas le cas. Dans les milieux populaires, on cherche surtout à prouver qu'on est un mouvement utile. On a repris l'idée de caravanes militantes, qui vont à la rencontre des gens, qui les renseignent sur les droits sociaux dont ils peuvent bénéficier, qui les inscrivent sur les listes électorales, qui amènent des écrivains publics et des équipes sanitaires, qui mènent la bataille contre les punaises de lit ! On ne peut plus aujourd'hui se contenter de mettre une pile de prospectus sur une table et d'attendre le chaland. Il faut créer les équipes de potes, aller faire du porte-à-porte, et surtout rester et discuter. On prépare la masse qui va agir. Ça prend du temps ! Il faut avoir la patience des bâtisseurs. Pas question de faire semblant. On ne se contente pas d'espérer faire juste 5 % pour permettre de rembourser les frais de campagne. Je veux fédérer une majorité populaire et gouverner le pays. La dernière campagne a été

féconde : seuls contre tous les autres partis, nous avons dû continuellement trouver le moyen d'être compris par le grand nombre. Bien sûr, de temps à autre, on fait des rechutes. On écrit des tracts qui jargonent. Mais, globalement, les mentalités avancent. Voyez la bataille sur le Code du travail : c'est une réforme complexe, difficile à comprendre. On a maintenu la flamme. Est-ce qu'on va réussir à l'empêcher ? C'est une situation ouverte. La politique est un art de la réalisation. Il ne suffit pas de savoir, il faut faire. Et, à un moment, tu fais et tout peut basculer.

Avec ces actions et la création du Média, un organe très proche de la France insoumise, reprenez-vous l'idée très communiste de création d'une forme de contre-société ?

Bien sûr. Le Média sera un espace culturel, ce qui signifie qu'il ne sera jamais « le » média du mouvement. Ça ne servirait à rien. J'ai déjà ma chaîne YouTube, et la plateforme des Insoumis compte cinq cent mille appuis. Il y a nos millions de tracts ! Le rôle du Média est de rendre possible et de structurer un espace culturel autonome de résistance et d'insoumission. Un espace culturel d'un type absolument nouveau, car il veut s'enraciner dans la francophonie. Donc il va s'alimenter aussi au Québec, dans le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Notre horizon n'est pas celui du village franco-français ! Nous voyons grand pour agir en grand : la francophonie, troisième groupe de locuteurs au monde, c'est une bonne base. Je ne veux jouer aucun rôle dans la vie du Média. On a besoin de moi dans tellement d'autres secteurs moins bien lotis ! Il y a tellement d'autres initiatives sociétales. En ce moment, des copains réfléchissent à créer une organisation pour les enfants, sur le modèle des scouts, d'autres veulent créer des caravanes sanitaires... Le but numéro un du mouvement, c'est l'auto-organisation du peuple. C'est pour ça qu'on ne parle pas la même langue avec ceux qui me demandent : « Comment sera élue la direction du mouvement ? » On s'en fout comme de notre première chemise ! Le système multipolaire actuel nous convient. Qui fait attention au fait que toutes nos structures comportent une part de gens tirés au sort depuis le début ? Nous aurons bientôt une assemblée représentative du mouvement à moitié tirée au sort ! Nous engageons des révolutions radicales dans la manière d'organiser notre vie politique.

**C'est ce qui vous rapproche d'un mouvement comme La République en marche !
Qu'est-ce qui vous en différencie ?**

Le fond. Les outils sont souvent les mêmes mais, ensuite, tout diverge. Par exemple, eux ont une plateforme qui fonctionne bien, très professionnelle. Mais tout est soustrait à des entreprises qui ont des méthodes non politiques. En marche ! ne construit pas un mouvement de masse transversal ni une contre-société, ce n'est pas son sujet. Il est fondamentalement jupitérien. J'admets que, dans notre façon de faire, il y a aussi une dimension verticale. Mais elle n'est ni unique ni centrale.

Qu'est-ce qui vous a éloigné de votre ancien partenaire, le Parti communiste ?

Quand j'ai quitté le PS au bout de trente ans, je voyais que la formule des cartels de partis qui fusionnaient était dominante en Europe : c'était Die Linke en Allemagne, Synaspismós, devenu Syriza, en Grèce. Partout revient la même formule : une coalition devient un parti. Mais, en France on bute sur une difficulté imprévue. Nous étions pour *un* front de gauche et la direction du PCF est pour *des* fronts de gauche. Tout a mal tourné. J'étais devenu une machine à cash électoral, mais ils ne voulaient pas entendre parler d'une organisation qui se construise par l'ancrage populaire de masse. J'ai compris que si on continuait sur cette voie, on croupirait à 6 %. Sans oublier le noir opportunisme des alliances dans les élections locales sous prétexte de « rassemblement de la gauche ». La direction actuelle du PC a rendu illisible le « front de gauche ». Mais, sur le terrain, les militants communistes ont largement fait équipe avec nous contre la tambouille. Leur congrès a repris notre thèse de la « révolution citoyenne ». Et, en retirant nos candidats dans six circonscriptions, nous avons permis l'élection de plus de la moitié des députés communistes. Nous ne sommes donc pas en guerre. Mais la divergence de stratégie ne doit pas être masquée : rassembler la gauche ou fédérer le peuple ? Les résultats électoraux ont tranché. Hélas, le PCF est à 2 % aux législatives.

Comment expliquez-vous le décalage entre la description que vous faites de votre mouvement, qui se veut solidaire et bienveillant, et son image publique, parfois dure et agressive ?

Nos adversaires savent travailler ! Ils savent marquer des points contre nous. Ils ont l'appui du « parti médiatique », quasi unanime. Leur but essentiel est de nous attribuer une identité qui leur convient. On s'apprête à leur faire les poches, ils ne vont pas nous féliciter ! Donc il joue sur cette corde : Mélenchon est agressif, ses partisans sont durs, etc. Ils parviennent à rendre les nôtres super virulents sur les réseaux sociaux. Mais

quand tu les retrouves dans la rue, tout le monde voit bien qu'ils sont bons comme du pain blanc. La morale de cela, c'est qu'il ne faut pas s'occuper de ce que les gens pensent de nous dans l'instant. Car on n'arrivera pas à empêcher qu'on nous caricature. Essayons plutôt d'en tirer parti. Le large public s'éduque petit à petit mais irrémédiablement. Le mépris populaire pour les médias a bien évolué : il est plus profond et conscient que jamais. Je sais que c'est dur. Moi aussi, il y a des jours où je me sens asphyxié par les buzz quotidiens que lancent les chiens de garde.

Parlons d'un sujet plus important alors, mais pas moins polémique : la nation et l'Europe. Quelle est votre position aujourd'hui sur ces points ?

La nation est un mot à bords flous en France. Pour moi, il y a un concept central : le peuple est souverain. On oublie que j'ai passé presque dix ans à mener un combat fédéraliste au niveau européen, avec la gauche du SPD, pour aboutir à une assemblée constituante. Au bout d'un moment, j'ai laissé tomber. Leur Europe, celle des traités libéraux, a gagné. Le pli est désormais irréversible. Il faut avancer avec une autre méthode. Nous avons appelé ça « plan A et sinon plan B ». On ne peut pas laisser faire l'Europe en défaisant la France. Mais, en s'appuyant sur l'identité républicaine de la France, on peut faire une Europe des nations bien intégrée. Les Français comprennent ça ! Mais leurs élites sociales et médiatiques sont mondialistes. Nous sommes altermondialistes. J'ai été marqué par le sens du nationalisme latino. C'est un nationalisme de gauche, anti-impérialiste. Ça a un sens : tu ne peux pas construire un mouvement de masse à dix mille kilomètres de l'affect moyen de ton pays. La première fois qu'on a évoqué l'idée de chanter *La Marseillaise* dans les meetings, plusieurs de mes amis ne voulaient pas en entendre parler. Moi, j'y croyais. Si on fait une campagne présidentielle où on ne chante pas l'hymne national, qu'est-ce qu'on va chanter ? *L'Internationale* ? Ça exclut tous ceux qui ne la connaissent pas. Quand on a commencé à chanter *La Marseillaise* sur la place de Stalingrad à Paris en 2012, ceux qui chantaient le plus fort, c'étaient les jeunes dans le public. Pour moi, il était important de rendre à ce chant son caractère populaire, qui en fait partout dans le monde un chant révolutionnaire. J'y reviens : le concept central, c'est celui selon lequel le peuple est le seul souverain.

L'Europe ne peut pas être le cadre de cette souveraineté ?

Alors le monde entier peut l'être ! Il n'y a qu'une seule humanité. Mais s'il faut commencer par un bout, commençons par former un peuple souverain. Le « peuple européen », qu'est-ce que c'est ? Je ne me sens rien de commun avec les pays baltes. C'est le bout du monde, même les Romains ne sont pas allés là-bas ! La grande matrice de l'Europe, ce sont les frontières de l'Empire romain. En deçà, la nation civique ; au-delà, la nation ethnique. Et quel déni de la réalité concrète ! Il y a un million de Maghrébins qui vivent aujourd'hui en France, dont une majorité sont français ! On a des familles en commun ! Mais on les traite en suspects ! Et on traiterait comme des frères de lointains Lituaniens sous prétexte qu'ils sont chrétiens ! Ce n'est pas mon histoire. Quand je parle de nation, il ne faut pas l'essentialiser. La nation, c'est le contenant de la République et de son peuple souverain. Ce qui m'intéresse, c'est le caractère républicain de la patrie. En France, la République fonde la nation, et pas l'inverse. Jospin me disait : il y avait la France avant la Révolution. Non ! C'était le royaume de France, les frontières étaient différentes, les gens aussi. Par conséquent, je n'accepterai jamais un nationalisme qui serait un ethnicisme. Je suis universaliste. Et je refuse absolument les abandons de souveraineté populaire sous prétexte de cantiques européistes creux et dangereux, comme le renoncement à notre autonomie en matière de défense.

Si la France insoumise arrivait au pouvoir, respecterait-elle la démocratie ?

Mais oui ! On votera même plus que jamais ! Et on perdra des élections ! Et alors on s'en ira ! L'erreur est de croire que, parce qu'on essaye de se maintenir par la force, on peut avoir raison. Ni la force ni la guérilla. J'ai cru, comme beaucoup de gens de ma génération, à l'idée de la guérilla. On a aidé et armé le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) contre Pinochet. Aujourd'hui, on ne le ferait plus. L'action populaire et les bulletins de vote ! Ça durera le temps qu'il faut, mais le tyran finira par tomber. Et les copains ne mourront plus les premiers.

La violence n'est pas une solution en politique ?

Jamais. C'est toujours nous qui perdons, c'est ce que la vie m'a appris. On n'est jamais assez armés, on perdra tout le temps et les meilleurs mourront. C'est un hasard local si on a pris le pouvoir comme cela à Cuba, et on l'a chèrement payé. Le Che est mort en Bolivie avec cette stratégie. Il n'y a pas d'exemple où on ait vaincu par les armes. En revanche, il y en a beaucoup où nous avons été vaincus parce que certains prenaient les

armes. À un moment, j'en arrivais à dire : les seules révolutions durables sont celles où on vient aux actions avec ses gosses dans les landaus.

Quels sont les penseurs qui ont nourri votre action et celle de la France insoumise ?

Je suis maintenant un bric-à-brac très avancé. C'est un processus très humain de culture accumulative : j'empile des romans, des essais, etc. En revanche, j'ai des repères fixes : le matérialisme historique, les livres de l'historien marxiste Denis Collin, et même des inspirations littéraires. Voyez mon fameux hologramme : c'est une idée que je sors d'Isaac Asimov, dans *Fondation et Empire* ! Ça ne se dit pas. Je pourrais aussi citer Philip K. Dick, dans la même veine. Après, pour comprendre les aspects premier degré répétitif, c'est quelque chose que j'ai trouvé chez Erskine Caldwell. Ses personnages sont des abrutis, qui répètent tout le temps la même chose, mais qui avancent par la force de l'évidence qu'ils ressentent. Un texte comme *La Route au tabac* est pour moi lumineux. Donc je suis aussi fait de romans. Parce que la théorie politique, le matérialisme historique, Gramsci, c'est bien beau, mais ce n'est pas forcément ce qui te rend créatif dans l'action. Pour cela, il y a la littérature. Quand mes assistants commencent à travailler avec moi, les premiers livres que je leur donne ce sont *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels, puis la biographie de Louis XI par Paul Murray Kendall.

Pourquoi Louis XI ?

Parce que c'est un génie ! Il affronte un adversaire riche et puissant, qui a tout pour lui. Lui arbore un chapeau pouilleux et n'est même pas sûr d'être le fils du roi. Mais il calcule. Toute sa force sera de parvenir à prendre Charles le Téméraire à son propre piège pour le mettre à terre. Ce livre est arrivé dans ma vie et m'a montré l'intelligence de cet homme plus qu'isolé, et qui va parvenir avec quelques compères à retourner la situation et triompher. Avec François Delapierre, l'ancien secrétaire national du Parti de gauche qui est décédé en 2015, nous appelions cela « la stratégie de la tête d'épingle ». Et puis, il faut lire l'*Histoire de la révolution russe* de Trotski, qui est indépassable et merveilleusement écrite. Et, avant tout, les histoires de la Révolution française, en commençant par celle de Michelet, pour une mise en bouche lyrique. Même si je ne suis pas d'accord avec lui, puisqu'il est antiobespierriériste. Moi, j'ai épousé cette histoire à 14 ans, racontée par Thiers, ce qui ne manque pas de sel, non ?

Lorsque j'étais trotskiste, j'ai choisi mon nom en référence à celui que Thiers insulte tout au long du livre, un bistrotier du nom de Santerre.

Qu'espérez-vous avoir accompli dans cinq ans ?

J'espère avoir créé une grande puissance politique et un mouvement populaire de masse capable d'exercer le pouvoir. Actuellement, il y a 564 000 personnes qui appuient le mouvement. J'aime ce défi qui consiste à savoir ce qu'on fait avec un demi-million de personnes. Aujourd'hui, je n'en sais rien. Je pense qu'un simple clic de soutien peut, petit à petit, mener à un engagement très profond. Prenez la casserolade : personne ne sait comment ça marche, à commencer par moi. J'ai vu Besancenot en faire contre la loi El Khomri, ça m'a bien plu. Il y a des endroits où ça a pris, d'autres non. Une semaine plus tard, ça a repris à Toulouse, et dans les cortèges syndicaux ensuite. Des copains veulent les généraliser dans les marches. Progressivement, ça va devenir une marque de fabrique. En 2012, on avait essayé avec les balais, ça n'avait pas pris. La casserole, ça peut prendre. Le grand nombre doit construire ses rites d'identification.

Qu'est-ce que je veux accomplir ? Créer un mouvement populaire de masse qui sait pourquoi il fait les choses : faire triompher le programme *L'Avenir en commun*, avec une méthode et une organisation nouvelles. Le tout avec 17 députés, des milliers de groupes d'appui. Et une caisse pleine – on doit être le seul mouvement politique qui n'a aucune dette !

Avez-vous déjà réfléchi à votre succession ?

J'ai eu l'orgueil de croire qu'on pouvait choisir son successeur. Il est mort. Aujourd'hui, je ne m'en préoccupe plus. Ce que je souhaite, c'est que le mouvement soit suffisamment large et puissant pour qu'il existe sans moi. Il y a beaucoup de talents et de jeunes en son sein. Ils se disputeront sans doute, mais ce ne sera plus mon affaire. Le triomphe du disciple est la gloire du maître. Le bon maître est celui qui apprend à l'élève à se déprendre de lui. Ma marque sera la contribution intellectuelle que j'aurai apportée pour fonder l'humanisme politique de ce siècle.

Propos recueillis par JULIEN BISSON et VINCENT MARTIGNY